



Centre Régional des Œuvres
Universitaires et Scolaires
de Montpellier Occitanie (C.R.O.U.S.)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

(art. L.1121-3 du code de la commande publique)

MISE A DISPOSITION, IMPLANTATION ET EXPLOITATION DE
DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS, CONFISERIES ET
DENREES SUR LES SITES DU CROUS DE MONTPELLIER OCCITANIE

(Villes de Montpellier, Nîmes, Béziers, Perpignan, Narbonne)

N° 25 065

Article 1^{er} : Les contractants

Article 1.1 : Définitions :

| Terme | Définition |
|------------------------|--|
| Contrat | Le contrat, objet du présent document, est un contrat de concession de service soumis au droit commun et relevant du champ d'application de la directive 2014/23/UE du 26 février 2014 sur l'attribution de contrats de concession et de l'Article L1121-3 du Code de la Commande Publique. |
| Acheteur | L'acheteur, désigné dans le contrat, agit en tant qu'Autorité concédante. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté. |
| Concessionnaire | Le Concessionnaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le Concessionnaire désigne un mandataire pour représenter le groupement |
| Prestation | <p>La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au(x) Concessionnaire(s). Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.</p> <p>Dans le cas du présent contrat, un droit est accordé au Concessionnaire de percevoir une partie des recettes nées de l'exécution du contrat (et dont le montant est évalué à partir du montant des recettes concédées sur le chiffre d'affaires hors taxes réalisé sur la durée du contrat).</p> |

Article 1.1 : L'administration :

Le Crous de Montpellier-Occitanie est un établissement public administratif. Il participe au service public de l'enseignement supérieur et contribue à la mise en œuvre de la politique nationale de la vie étudiante dans son ressort territorial d'intervention.

Crous de Montpellier-Occitanie
2, rue Monteil
CS 85053
34093 Montpellier cedex 5

Pouvoir adjudicateur ou autorité compétente :

Madame Sandrine Cloarec, Directrice Générale du CROUS de Montpellier.

L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.

Aspects relatifs à la procédure ou à l'exécution du contrat :

Service Achats – Marchés Publics du Crous
service.marches@crous-montpellier.fr

Aspects techniques relatifs à l'exécution et à la facturation :

Directeur ou directrice de chaque unité de gestion (se référer à la liste des sites). Les responsables de sites

sont les interlocuteurs du concessionnaire, désignés par le Crous sur chacun des sites. Ils sont chargés de la gestion du présent contrat et émettront toutes directives concernant l'exécution des prestations.

Règlements :

Agence comptable du Crous

agence.comptable@crous-montpellier.fr

Article 1.2 : Le concessionnaire :

Le concessionnaire est l'opérateur économique ou le groupement d'entreprise chargé de l'exécution des prestations du contrat. Le concessionnaire ou le mandataire du groupement d'entreprises désignera une personne qui sera son représentant attitré auprès du Crous.

A l'issue de la procédure de consultation, chaque attributaire sera désigné par l'Administration.

Concernant les modifications statutaires, le concessionnaire du contrat est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société
- À la forme de l'entreprise ou de la société
- À la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination
- À l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société
- Au capital social de l'entreprise ou de la société,
- Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Article 2 : Objet et caractéristiques du contrat

- Description de la mission de service public des CROUS :

Les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires sont des établissements publics à caractère administratif chargés de remplir une mission de service public à l'égard des étudiants.

Ils sont placés sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur

Ils assurent les prestations et les services propres à améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants, créent dans ce but les structures leur permettant d'adapter et de diversifier les prestations qu'ils proposent aux étudiants en tenant compte de leurs besoins, et peuvent passer des conventions avec des organismes extérieurs de droit public ou privé pouvant apporter leur collaboration au fonctionnement des services des centres.

Opérateurs naturels de la restauration universitaire, les CROUS assurent aux étudiants un service égalitaire et qualitatif sur tout le territoire en termes de tarifs sociaux et d'offres.

Article 2.1 : Nature et Objet du contrat

Nature du contrat :

Le présent contrat de concession de service public.

Objet :

La présente consultation est passée en vue de conclure un contrat ayant pour objet la mise à disposition, l'implantation et l'exploitation de distributeurs automatiques et de distributeurs semi-automatiques de boissons, confiseries et denrées dans les différents sites universitaires relevant du CROUS de Montpellier Occitanie.

La mission du Crous est d'accompagner l'étudiant dans son parcours universitaire et lui permettre de disposer d'une restauration à caractère social. La volonté du concessionnaire à s'inscrire durablement comme partenaire du Crous de Montpellier Occitanie est essentielle et déterminera sa capacité à porter l'image du Crous au sein des sites universitaires.

C'est pourquoi, l'appréciation de la pertinence de l'offre en matériel est fondée et mesurée sur une obligation de résultat ainsi que l'initiative du prestataire à présenter des solutions prometteuses en matière de développement de la performance et du service

Le concessionnaire devra être force de proposition en déclinant une offre spécialement adaptée à l'univers universitaire. (Installation éventuelle de machines à écran tactile, animations...).

A tout moment, un site dans le champ d'intervention du CROUS de Montpellier Occitanie pourra être intégré (cas de création d'un site) ou retiré du présent contrat (Ex : suppression d'un site, réorganisation d'un site, etc.) par avenant.

Article 2.2 : Nomenclature des prestations

La classification CPV principale du contrat est la suivante :

| | |
|------------|----------------------------|
| 42933000-5 | Distributeurs automatiques |
|------------|----------------------------|

Les classifications CPV complémentaires du contrat sont les suivantes :

| | |
|------------|--|
| 42933300-8 | Distributeurs automatiques de produits |
| 42968100-0 | Distributeurs de boissons |
| 50000000-5 | Services de réparation et d'entretien |

Article 2.3 : Description des prestations :

Le contrat a pour objet, d'une part, la fourniture et l'entretien de distributeurs automatiques, et, d'autre part, la fourniture continue en quantité et en qualité de confiseries, de denrées et de boissons pour distribution automatique.

Le concessionnaire est tenu d'attribuer, au CROUS de Montpellier Occitanie, le versement, mensuel d'une redevance variable sur le chiffre d'affaires hors taxes réalisé relevant de ces sites, dont une part forfaitaire fixe sur le chiffre d'affaires estimé.

La quantité et le type de distributeur à installer sont indiqués dans l'annexe n°1 au présent C.C.P. **L'implantation, la disposition et la typologie des distributeurs sont susceptibles d'évoluer en fonction des besoins du CROUS.**

Les quantités sont données à titre indicatif. Dans le cas où les quantités réelles seraient différentes, le concessionnaire du contrat ne pourrait s'en prévaloir pour demander un quelconque dédommagement. Le concessionnaire est force de proposition et peut, après accord écrit des référents du contrat, redéployer des distributeurs existants, proposer de nouvelles implantations ou des retraits.

Article 2.4 : Lieux d'exécution

Les sites et la quantité de distributeurs concernés par la présente consultation sont recensés dans l'annexe n°1 au cahier des clauses particulières intitulée « Liste des distributeurs par site ». Le concessionnaire aura toute latitude en cours d'exécution de marché pour proposer de nouvelles implantations, si celles-ci lui semblent pertinentes. Il devra alors en simuler l'activité prévisionnelle à l'aide de l'annexe n°1 du présent CCP.

Les sites d'implantation sont susceptibles d'évoluer en fonction des besoins du Crous de Montpellier Occitanie et des propositions du concessionnaire. L'évolution des sites d'implantations de distributeurs automatiques ne pourra, en tout état de cause, représenter une augmentation du parc supérieure à 35% de celui-ci.

Le concessionnaire ne dispose d'aucun droit réel dans le cadre de l'occupation effectuée sur le domaine public.

Article 2.5 : Estimation du contrat

La nature des ressources mobilisées pour financer l'opération faisant l'objet du contrat est fondée sur le chiffre d'affaires réalisé par chaque distributeur automatique.

La valeur du contrat correspond à la rémunération du concessionnaire, constituée par le droit qui lui est accordé de percevoir une partie des recettes nées de l'exécution du contrat.

En ce sens, le concessionnaire est tenu de verser au Crous une redevance calculée en fonction d'un pourcentage de reversement sur le chiffre d'affaires HT réalisé par chaque distributeur.

Article 2.6 : Montant du contrat

La rémunération du concessionnaire est constituée par le droit qui lui est accordé de percevoir une partie des recettes nées de l'exécution du contrat.

La redevance sera composée d'une partie forfaitaire fixe, exprimée en Euros, basée sur l'estimation des recettes déduit de la TVA applicable à chacune des catégories de produit, faite par le candidat, et d'une partie variable exprimée en pourcentage du CA HT.

La part variable est exprimée en pourcentage.

La redevance forfaitaire fixe, représente l'engagement et l'assurance du prestataire à atteindre ses objectifs.

Le taux de reversement renseigné sur l'annexe financière à l'acte d'engagement est ferme et non actualisable. Il est déterminé par le concessionnaire dans son offre. Le concessionnaire détermine un taux de reversement.

L'appréciation de la valeur du contrat reste sous l'entière responsabilité du concessionnaire, qui assurera un audit selon sa propre expertise pour modéliser son offre.

Article 2.7 : Durée et date du début du contrat

Le contrat débute à la date de notification du candidat retenu. Conformément aux dispositions des Articles L2125-1 et L. 3114-7 du Code de la Commande Publique et compte tenu des investissements nécessaires à la bonne exécution du présent contrat, Le contrat est conclu pour une durée de 5 (cinq) ans.

A l'issue de cette période, le contrat pourra être renouvelé par tacite reconduction pour deux nouvelles périodes d'un (1) an.

Le début d'exécution de la prestation est prévu au 01/10/2025, toutefois seule la notification du contrat au concessionnaire fera foi pour fixer contractuellement cette date.

Le contrat ne peut excéder une durée totale de 7 (sept) ans.

L'exécution de la concession ne peut pas se prolonger au-delà de la date limite de validité du contrat de concession.

Exemple : pour un distributeur installé le 1er mars 2027, la date de fin de la mise à disposition et de retrait du distributeur est fixée au 30/09/32.

Article 3 : Pièces du contrat

Le contrat comprend :

- L'acte d'engagement et ses annexes,
 - L'annexe financière « redevance »,
 - Le cadre de réponse technique » (C.R.T.),
 - Le « Référentiel des marques »
 - La fiche de renseignements
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes :
 - Annexe n°1 « Liste sites, DUG et distributeurs »
 - Annexe n°2 « Documentation technique IZLY »
 - Annexe n°3 « Convention IZLY »
 - Annexe n°4 « Charte graphique - logo CROUS de Montpellier Occitanie-Occitanie »

Sont réputés également connus du concessionnaire du contrat :

- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G. – F.C.S. 2021),
- Les dispositions législatives, réglementaires et les normes de l'Union européenne applicables en matière alimentaire et de distribution automatique.

Ces pièces, bien que non jointes, sont réputées parfaitement connues du prestataire qui en accepte l'intégralité des dispositions à l'exclusion des clauses contractuelles pouvant déroger au cahier des clauses administratives générales fournitures courantes et services.

Ces normes et spécifications sont celles en vigueur à la date de notification du présent contrat au concessionnaire, et celles subséquentes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du contrat.

Le concessionnaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance de ces textes, et d'une manière générale, de toute réglementation intéressant son activité ou les installations concernées.

Le concessionnaire devra informer le Crous de Montpellier Occitanie de toute modification ou évolution des normes ou réglementations relatives aux prestations définies au présent contrat durant toute la durée de celui-ci.

Article 4 : Obligations du concessionnaire

Article 4.1 Obligation de résultat et mise en œuvre de moyens minimaux

La prise en charge des prestations définies au présent contrat constitue **un contrat avec obligation de résultat**.

Le concessionnaire assure la livraison, l'installation et la mise en service de l'ensemble des distributeurs automatiques de boissons chaudes ou froides, de confiseries et de denrées.

Les risques afférents au transport des distributeurs et des produits jusqu'au lieu de livraison incombent au concessionnaire.

Le concessionnaire est également responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement.

Par ailleurs, le concessionnaire accepte de prendre en charge, à ses frais :

- La livraison, l'installation, la mise en service, les déplacements et le retrait des automates
- L'entretien et le nettoyage complet des distributeurs automatiques,
- La maintenance préventive des distributeurs automatiques et de leurs moyens de paiement,
- La maintenance curative des distributeurs automatiques et de leurs moyens de paiement, à savoir, en cas de panne, le diagnostic et toutes les réparations nécessaires à la remise en service durable,
- L'approvisionnement quantitatif et qualitatif, continu et régulier, en produits, des distributeurs automatiques
- Le réglage, le paramétrage et la configuration des distributeurs automatiques ainsi que des systèmes de paiement : Carte bancaire et IZLY
- Le blindage des distributeurs automatiques,
- L'habillage/stickage des distributeurs selon la charte graphique du CROUS.
- Le remplacement de distributeurs automatiques en cas de pannes importantes ou répétées,
- Les dégradations pouvant émaner d'actes d'incivilités et l'ensemble des coûts afférents à la remise en service durable des automates et du service.

Le concessionnaire est également tenu de se mettre en accord avec la réglementation relative à l'information des consommateurs sur les allergènes et les denrées alimentaires non préemballées. (Boissons chaudes par exemple).

Article 4.2 : Adhésion du concessionnaire à la monétique CROUS

Le concessionnaire est tenu d'adhérer à la monétique IZLY du CROUS.

En cas de changement de monétique, le concessionnaire en est informé dans un délai raisonnable. Le candidat s'assurera de disposer du matériel disposant des développements répondant à l'ensemble des caractéristiques exprimées dans le document joint « Documentation Technique IZLY »

Article 4.3 : Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service

Le concessionnaire s'engage :

- À assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel
- À contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel
- À assurer la continuité de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent contrat soit parfaitement remplie
- À faire en sorte que ces interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, ni désordre dans les locaux,
- À restituer les installations, équipements et locaux en bon état de propreté à l'expiration du contrat,

Le concessionnaire ne peut se prévaloir, pour éluder les obligations du contrat, ou pour élever une réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment pour l'interruption ou le report de toute opération décidée par le Crous de Montpellier Occitanie.

Article 4.4 : Confidentialité

Le concessionnaire et son personnel sont tenus, sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation, au personnel du Crous de Montpellier-Occitanie, et aux tiers en relation avec les services de celui-ci, que l'exécution du présent contrat l'amènerait à connaître.

Le concessionnaire reconnaît que toute divulgation lèse les intérêts du Crous de Montpellier Occitanie et engagerait sa responsabilité.

Article 4.5 : Assurance

Le concessionnaire du contrat doit justifier dans un délai de **15 jours** à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est concessionnaire de contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Cette justification est effectuée au moyen d'une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La prise d'effet du contrat est subordonnée à la remise de l'attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du contrat, le concessionnaire doit être en mesure de fournir cette attestation d'assurance sur demande du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le concessionnaire demeure seul responsable, sans recours auprès du pouvoir adjudicateur, envers ses tiers, y compris le personnel du pouvoir adjudicateur, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement de sa mission.

La responsabilité du concessionnaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par contrat et ne se termine qu'à l'expiration de ce dernier.

Sa responsabilité protège le pouvoir adjudicateur contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'elle provienne.

Article 4.6 : Sous-traitance

Le concessionnaire est tenu de soumettre à l'agrément du Crous de Montpellier-Occitanie l'ensemble des sous-traitants.

Le non-respect de cette formalité expose le concessionnaire à la résiliation du contrat à ses torts.

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de contrat et l'agrément des conditions de paiement doivent être constatés par un acte spécial signé par le Crous de Montpellier Occitanie -Occitanie et le concessionnaire.

Article 5 : Descriptif des produits du contrat

Article 5.1 : Définition des points de vente

Le Crous de Montpellier Occitanie s'inscrit dans une démarche RSE affirmée incluant l'amélioration des conditions de vie des étudiants et des personnels administratifs sur les campus.

Cette démarche, au-delà de l'aspect esthétique, induit la réduction des déchets et la réduction du plastique ainsi que l'accompagnement aux changements comportementaux indispensables à l'atteinte d'une transition écologique réussie.

La définition des points de vente vise donc à rendre l'utilisation de contenants propres au consommateur (Mug, gourde) comme étant la norme.

A cet effet, les points de vente majeurs devront intégrer dans la mesure du possible, la possibilité pour tout consommateur d'accéder à :

- un point de distribution d'eau du réseau
- un moyen (rince Mug / gourde) lui permettant de nettoyer son contenant avec un minimum de ressource.

L'utilisation de gobelet n'est pas proscrite mais le principe de « pollueur/ payeur » s'appliquera aux automates.

Le concessionnaire proposera toutes les alternatives, produits, matériels, concepts, dont il aura l'initiative pour atteindre ces objectifs.

Dans le cadre d'une transition écologique assumée, le Crous de Montpellier Occitanie s'engage vers une diminution de la vente de boissons de type soda ou autres en contenant plastique.

C'est la raison pour laquelle, le Crous de Montpellier Occitanie sera particulièrement attentif à la capacité du soumissionnaire à proposer un concept de distribution de boissons fraîches en vrac (de type fontaine) plates et gazeuses avec au choix du consommateur, une aromatisation (3 minimum) ou non dont la délivrance sera payante et accessible avec les mêmes moyens de paiement que le reste des automates.

L'objectif étant de la distribution payante de 33 cl ou 50 cl de boisson en vue du remplissage d'une gourde proposée par le consommateur.

Diversité et qualité des produits (liste non exhaustive) :

Le concessionnaire est tenu de fournir, pour les boissons fraîches et les aliments sucrés et salés, des produits selon une liste non exhaustive extraite des meilleures ventes nationales sur le marché de l'enseignement.

Le concessionnaire est tenu de fournir les gammes de produits suivantes :

Boissons chaudes

- 2 sélections de café
- 1 gamme de boissons chaudes réalisées à partir de café en grain
- 1 gamme de thés et infusions
- 1 gamme de boissons gourmandes

Boissons fraîches

- eau minérale plate, gazeuse, eau de source
- eau aromatisée
- sodas
- jus de fruits

Confiseries et denrées salées

- bonbons et chewing-gum
- barres chocolatées
- barres céréales et diététiques
- gâteaux/pâtisseries
- biscuits secs
- fruits en gourde et/ou coupelles
- encas salés
- petite sandwicherie

Le Crous de Montpellier Occitanie attend du concessionnaire qu'il propose des produits innovants, adaptés au public jeune et étudiant visé et aux tendances alimentaires actuelles (diversité de la carte des boissons, par exemple).

Le concessionnaire veillera à garantir l'absence de tout produit ou de toute denrée dont le délai de consommation est dépassé.

En tout état de cause, le concessionnaire est tenu de fournir ces produits en quantités suffisantes et en veillant à limiter la vente de produits contenant de l'huile de palme.

Les denrées nécessaires à la préparation des boissons chaudes et les aliments sucrés et salés pourront être issus du commerce équitable et /ou de l'agriculture biologique. Le Crous de Montpellier Occitanie recommande au concessionnaire de proposer à la vente des produits bios et/ou issus du commerce équitable.

Le Concessionnaire est tenu de fournir, en boissons chaudes, a minima, les produits suivants :

- Café biologique (label AB) et/ou café issu du commerce équitable
Sont attendus deux mélanges (blends) rassemblant les caractéristiques suivantes :
 - 80 % d'arabica et 20 % de robusta (+/- 5 %)
 - 100 % arabica

Il est attendu que ce café est sélectionné pour garantir une continuité, notamment sur le profil gustatif et organoleptique.

- Des boissons chaudes aromatisées réalisées à partir de café, chocolat et cappuccino sont attendus des produits de bonne qualité et développant une offre étoffée de boissons gourmandes :
 - Chocolat (positionnement équitable)
 - Lait demi-écrémé lyophilisé et lait biologique (label AB) lyophilisé

Le Concessionnaire est tenu de proposer, par distributeur, 15 % de produits issus d'une agriculture durable (d'origine locale ou de production raisonnée ou de commerce équitable) et/ou respectant les recommandations du PNNS (Programme National Nutrition Santé) détaillées comme suit :

- Dans la gamme « boissons fraîches », proposer 15 % de boissons faiblement dosées en sucre (Nutri-score A ou B) ;
- Dans la gamme « confiseries » et « snacks », proposer un produit au moins modérément sucré (moins de 15 % de sucre en teneur globale), un produit biologique et un produit à base de fruits ;
- Dans la gamme « snacks », proposer au moins un produit au Nutri-score A, B ou C, si à base de fruits ;

Afin de répondre au besoin de tous, le Concessionnaire devra proposer au moins un snack sans gluten.

Ce pourcentage pourra être revu à la hausse en fonction de la demande, tous les 3 (trois) mois, en commun accord avec le Crous de Montpellier Occitanie

Le Concessionnaire devra indiquer, pour chaque produit dit « durable » ou biologique proposé :

- La description de l'aliment ;
- La garantie agriculture biologique apportée (le Concessionnaire devra fournir la preuve qu'une tierce partie indépendante a validé le respect de ces critères : les produits portant le label AB ou équivalent seront considérés comme conformes) ;
- L'origine du produit (indiquer s'il bénéficie du SIQO, Signe Officiel de la Qualité et de l'Origine) ;
- Son score (s'il affiche un Nutri-score) ;

Distributeurs automatiques 100 % produits biologiques et/ou dits « durables »

Dans une démarche de consommation plus éthique pour répondre aux attentes de ses étudiants, le Crous de Montpellier Occitanie demande au Concessionnaire, sur une estimation de 5 % du parc d'automates de boissons fraîches et snacks, d'être en mesure de présenter une gamme complète, et de pousser son offre de produits issus de l'agriculture biologique et/ou produits issus de l'agriculture durable jusqu'à 100 % des références.

- Dans le cadre d'un désintérêt des consommateurs provoquant un déséquilibre économique important, les parties se réuniront pour définir le pourcentage de références et la gamme à retenir.
- Le Concessionnaire devra être en mesure de fournir les informations relatives à la filière de production et de distribution des références, afin que le Crous de Montpellier Occitanie puisse connaître les différents lieux et modes de production et de distribution de ces références.
- Le Concessionnaire devra être en mesure de fournir, à tout moment, les attestations des organismes publics d'octroi des éco-labels pour tous les produits présentés.
- Chaque référence proposée devra disposer de sa fiche technique ; le Concessionnaire précisera les disponibilités sur chaque produit et les contraintes.

Référentiel des marques

Le concessionnaire établit la liste exhaustive des produits et denrées mis à la vente dans les distributeurs sur les sites du Crous de Montpellier Occitanie. Cette liste, organisée par famille de produits, en indique l'origine et les caractéristiques principales (marque, format, commerce équitable, bio, etc.). Intitulée « Référentiel des marques », elle fait partie des pièces contractuelles de la concession. Le référentiel des marques est transmis dans l'offre du concessionnaire.

En cas d'impossibilité pour le concessionnaire de maintenir son engagement sur les produits recensés dans le référentiel des marques, il en informe, par courrier ou courriel, le service des achats et marchés publics du

Crous de Montpellier Occitanie et il devra proposer des produits équivalents à ces marques et d'une qualité au moins identique.

Le concessionnaire s'engage à ne fournir que des produits de qualité et dont la date limite de conservation (date de durabilité minimum) est, au moment de l'approvisionnement du distributeur, au moins supérieure à 3 mois. Cette date limite de conservation est limitée à 15 jours pour les produits frais.

Le concessionnaire peut, au cours de l'exécution du contrat de concession, proposer au Crous de Montpellier Occitanie l'introduction de nouvelles marques et/ou produits de gammes similaires.

En cas d'alerte sanitaire nationale ou locale sur un ou plusieurs produits proposés à la vente ou sur une composante de ces produits ou encore en cas d'alerte sanitaire portée sur une marque ou un fournisseur particulier, le concessionnaire s'engage à retirer les produits concernés dans les plus brefs délais.

Ce retrait peut intervenir sur demande écrite de l'autorité concédante, en cas de doute sur l'absence de risques pour la santé de tout produit ou sur le respect par un fournisseur ou une marque des lois, principes et valeurs de la République française.

Article 5.2 : Modalités d'approvisionnement des distributeurs

Le concessionnaire est tenu à une obligation de résultat sur la disponibilité de l'ensemble de la gamme de produits proposée par lieu d'implantation.

Le concessionnaire est tenu de respecter la fréquence de réapprovisionnement et les moyens mis en œuvre sur lesquels il s'est engagé dans le cadre de réponse technique. En tout état de cause, chaque distributeur doit être réapprovisionné a minima une fois par semaine pour les distributeurs de boissons chaudes et à minima une fois tous les 10 jours pour les autres types de distributeurs.

L'approvisionnement est réalisé durant les heures d'ouverture des sites.

Entre 8h et 18h (c'est-à-dire en heures ouvrées), les distributeurs ne doivent pas être vides ou hors service pendant plus de six heures. En dehors de ces heures ouvrées, les distributeurs ne doivent pas être vides ou hors service pendant plus de vingt-quatre heures.

Si le Crous de Montpellier Occitanie constate le non-réapprovisionnement d'un automate, il en informe le concessionnaire qui devra intervenir dans les délais indiqués dans le cadre de réponse technique. Le nombre de passage sur les sites sera revu à la hausse si la fréquentation de ces derniers est en forte croissance.

Article 6 : Descriptif technique des distributeurs

Article 6.1 : Prescriptions, normes et état

Les distributeurs doivent répondre, ou être équivalents, aux normes françaises homologuées et aux spécifications techniques établies par les groupes permanents d'études des marchés. Les normes applicables sont celles en vigueur à la date de signature de chaque bon de commande par le Crous de Montpellier Occitanie

Le concessionnaire doit s'assurer que ses installations sont conformes aux normes de sécurité applicables pour les établissements recevant du public.

Les appareils qui seront installés devront être neufs ou présenter les mêmes caractéristiques techniques, visuelles, de délivrance, de fiabilité et de performance énergétique, que les automates de dernières générations.

Toutefois, l'implantation de matériels recyclés ne pourra excéder 20% du nombre total d'automate, et avec l'accord explicite du Crous de Montpellier Occitanie.

Le concessionnaire signalera pour chaque automate son état, neuf ou recyclé. Toute absence d'indication sera considérée comme matériel recyclé, le dépassement du critère des 20% étant éliminatoire.

Les appareils devront être conformes à la réglementation notamment en ce qui concerne l'accessibilité aux personnes handicapées (PMR).

Article 6.2 : Dispositif d'encaissement des distributeurs

Le concessionnaire s'assure d'équiper ses automates au minima d'un lecteur permettant la lecture du porte-monnaie électronique (carte) IZLY et carte bancaire par défaut. Le concessionnaire sera chargé de l'installation des lecteurs ainsi que du paramétrage dans le cadre de la prestation prévue au contrat ; elles ne pourront pas donner lieu à une facturation supplémentaire.

Aucun dispositif de monnayeur de pièces de monnaie ne doit être prévu.

Concernant le paiement par carte IZLY, le lecteur de carte est installé par le concessionnaire sur chaque distributeur et à ses frais. Le concessionnaire s'assurera auprès de son fournisseur de lecteurs de disposer d'un appareil fonctionnant par connexion au réseau 3G/4G. Les frais liés à cette connexion 3G/4G sont à la charge du concessionnaire. De même, les frais liés à l'utilisation du système de paiement IZLY lors d'une vente sont à la charge du concessionnaire. Le concessionnaire s'engage à prendre connaissance de la note sur les spécifications techniques monétiques IZLY (annexe n°7 du présent contrat).

Aucune commission IZLY ne sera appliquée par le Crous sur les ventes du prestataire.

Afin de mettre en place un système de contrôle contradictoire des flux financiers, le concessionnaire s'assurera de disposer d'une technologie de lecteurs permettant la remontée automatique des flux. Les informations du paiement doivent être remontées en temps réel vers IZLY et le système d'information du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), selon les spécifications techniques (web services) fournis par le CNOUS.

En cas de modification de l'offre monétique du Crous, le concessionnaire est tenu de remplacer le lecteur de l'ensemble des distributeurs automatiques, sans aucune participation financière de la part de l'autorité concédante.

Concernant le paiement par carte bancaire, l'installation et tous les frais liés à l'utilisation du système de paiement par carte bancaire sont à la charge du concessionnaire. Les lecteurs de carte installés devront fonctionner grâce à une connexion 3G/4G.

Les coordonnées du concessionnaire permettant au client de le contacter en cas d'incident de distribution figurent sur chaque distributeur automatique. Il appartiendra au concessionnaire de définir dans sa réponse un protocole autonome de gestion des doléances.

Les distributeurs doivent tous être équipés d'une cellule de détection de vente du produit afin que la carte ne soit débitée qu'après délivrance effective de l'article commandé.

NB : le candidat s'engage à prendre connaissance de la note sur les spécifications techniques monétiques IZLY à lire impérativement (annexe n°2 du CCP).

Article 6.3 : Mode de sécurisation des distributeurs

Le concessionnaire prend à sa charge la sécurisation de tous les appareils. Cette sécurisation peut comporter, notamment et pour certains distributeurs localisés dans des endroits sensibles, des équipements de blindage. Il est attendu pour les ensembles de sécurisation des points de vente un caractère esthétique plutôt que carcéral.

Le Crous recommande dans des halls la mise à disposition d'un blindage.
Ces dispositions restent à l'appréciation du concessionnaire.

Le concessionnaire est tenu de respecter la charte graphique et le mode de sécurisation et/ou de blindage indiqué dans le cadre de réponse technique.

Article 6.4 : Identification des distributeurs

Les distributeurs doivent être clairement identifiés par le concessionnaire au moyen d'un numéro unique, d'une appellation précise et d'un numéro de téléphone.

Le concessionnaire est tenu de respecter les moyens minimaux en matériels sur lesquels il s'est engagé dans son offre.

Article 6.5 : Personnalisation des distributeurs

Le concessionnaire est tenu de mettre à disposition des distributeurs respectant la charte graphique des CROUS. Un aperçu du logo est disponible en annexe n°4. Un logo au format vectoriel sera transmis au concessionnaire lors de la notification du contrat.

Les distributeurs pourront être habillés d'un bandeau blanc pour permettre le « stickage », ou le logo devra être apposé sur une partie visible de l'appareil (en façade, taille égale à 10 cm minimum). Le candidat fera des propositions en ce sens dans le Cadre de Réponse Technique.

Les distributeurs et les habillages seront exempts de toute marque propre au concessionnaire.

Article 6.6 : Inventaire de départ / inventaire exhaustif d'entrée - inventaire de sortie

Le concessionnaire fournira un inventaire exhaustif de départ dans le cadre de la mise en œuvre du contrat et un inventaire de sortie du contrat dans le cadre des opérations de démobilisation, au titre du présent contrat.

Chaque inventaire devra notamment être fourni au pouvoir adjudicateur, sur support informatique, au format Excel ou.xls, non protégé.

• Inventaire de départ / inventaire exhaustif :

L'inventaire du matériel actuellement en place est joint à titre indicatif en annexe 1 au présent CCP. Il servira de base à l'établissement de l'offres.

Le concessionnaire aura un délai de 3 mois à compter de la notification du contrat pour ajuster la liste du matériel, et fournir à chaque responsable de site une liste exhaustive des équipements présents dans le bâtiment le concernant (nombre et type de matériels, marques, caractéristiques techniques).

Suite à validation par le Crous de Montpellier-Occitanie de l'inventaire exhaustif, le concessionnaire ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions au présent contrat, ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le CCP.

L'inventaire de sortie : A la fin de chaque période, le concessionnaire devra dresser un inventaire réactualisé intégrant les entrées et sorties d'équipement dans la période écoulée. Le dernier inventaire dressé sera l'inventaire de sortie de ce contrat.

Article 7 : Installation, mise en service et (re)déploiement des distributeurs

Article 7.1 : Essais, vérifications et mise en service

Le concessionnaire procède à l'installation du matériel commandé et à son raccordement sur les réservations existantes des réseaux ou créées par le Crous de Montpellier Occitanie.

Une fois les matériels mis en service, le concessionnaire procède aux essais nécessaires afin de s'assurer du parfait fonctionnement des distributeurs.

Le concessionnaire configure, règle et paramètre les distributeurs automatiques et les systèmes de paiement.

Le directeur de l'unité de gestion concernée, ou son représentant référent, procède aux opérations de vérification, conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S. Si les produits installés sont considérés de mauvaise qualité, qu'ils ne sont pas en parfait état de présentation, de fonctionnement ou qu'ils ne sont pas exempts de défaut de fabrication, ou qu'ils sont non conformes aux normes, le fournisseur est tenu de procéder, à ses frais, à l'échange sur simple demande du Crous de Montpellier Occitanie , dans un délai de 5 jours ouvrés.

Article 7.2 : Modalités d'ajout et de retrait de distributeurs

Toutes implantations de distributeurs supplémentaires et tout retrait de distributeurs implantés font l'objet d'un avenant qui est proposé au concessionnaire par le Crous de Montpellier Occitanie.

L'avenant ne peut être conclu sans l'accord des deux parties.

L'avenant comprendra les mentions suivantes :

- L'objet de l'avenant,
- Le site concerné
- Le numéro du présent contrat et le lot concerné,
- L'adresse de livraison ainsi que le nom de la personne à contacter,
- Le délai de livraison, de pose, d'installation et de mise en service,
- Les caractéristiques et les références du matériel.

Article 7.3 : Modalités de redéploiement de distributeurs implantés

Les distributeurs ne peuvent être déplacés sans l'accord préalable du Crous de Montpellier Occitanie.

Les distributeurs ne peuvent être déplacés que par le concessionnaire.

A l'initiative du concessionnaire ou du Crous de Montpellier Occitanie, une réunion peut être organisée afin de décider de redéployer, sur d'autres lieux ou sites, certains distributeurs.

La réunion donne lieu à l'émission d'un ordre de service dans lequel devront être renseignés les motifs du redéploiement.

Le concessionnaire est tenu de réaliser le redéploiement conformément aux éléments renseignés dans le cadre de réponse technique.

Article 7.4 : Animations et nouveautés

Le concessionnaire sera force de proposition pour mettre en œuvre des animations régulières, dont il fournira un calendrier détaillé qui sera validé par le service marketing (service.communication@crous-montpellier.fr) Crous de Montpellier-Occitanie avant mise en œuvre.

Le concessionnaire n'apposera aucune promotion sur ses automates ou ne mettra en place aucun nouveau produit sans que le Crous de Montpellier-Occitanie ait préalablement donné son autorisation écrite.

Le concessionnaire est par ailleurs tenu d'apporter au Crous de Montpellier-Occitanie, lors des revues d'affaires, son expertise en proposant toute action visant à dynamiser et promouvoir les ventes.

Article 7.5 : Mise hors service temporaire des distributeurs

En cas de fermeture temporaire des établissements, le Crous de Montpellier Occitanie se réserve la possibilité de demander au concessionnaire la mise hors service des appareils.

Article 7.6 : Eclairage, eau et chauffage

Les besoins en eau, électricité et chauffage sont fournis par l'administration selon les conventions établies entre le Crous de Montpellier-Occitanie et les partenaires universitaires ou scolaires de l'enseignement supérieur.

Article 8 : Modalités de gestion et de suivi des distributeurs

Article 8.1 : Nettoyage, entretien et approvisionnement des distributeurs

Le concessionnaire est soumis à une obligation de résultat s'agissant du fonctionnement des automates (conformité technique, propretés, remplissages, plans de garnissage et respect des prix)

Par dérogation à l'article 10.1.4 du C.C.A.G. F.C.S. et conformément à l'article 4.1 du présent C.C.P., l'entretien et le nettoyage de l'ensemble des distributeurs automatiques sont à la charge du concessionnaire et ne donnent pas lieu à facturation.

Les distributeurs et tout élément ayant une influence sur leur conditionnement, doivent être maintenus dans un état d'hygiène et de fonctionnement régulier et continu par le concessionnaire afin que l'activité soit compatible avec les besoins permanents du Crous de Montpellier Occitanie.

Afin de garantir une continuité dans les procédures d'hygiène relatives à l'entretien des automates de boissons chaudes, le concessionnaire proposera un planning d'analyses bactériologiques annuel dont il en définira le nombre et le rythme.

Le concessionnaire est tenu de se conformer à la fréquence de réapprovisionnement et de nettoyage des distributeurs ainsi qu'aux moyens humains et matériels mis en œuvre et renseignés dans le cadre de réponse technique.

Le concessionnaire est tenu à une obligation de résultat sur la disponibilité de l'ensemble de la gamme proposée par lieu d'implantation.

Le concessionnaire assurera la gestion autonome de ses propres déchets et des déchets découlant de son service, il proposera toutes solutions pertinentes pour en assurer son recyclage.

Article 8.2 : Intervention et réparation en cas de dysfonctionnement ou de panne

Par dérogation à l'article 10.1.4 du C.C.A.G. F.C.S. et conformément à l'article 4.1 du présent C.C.P., les interventions et les réparations en cas de dysfonctionnement ou de panne sont à la charge du concessionnaire et ne donnent pas lieu à facturation.

Le concessionnaire est tenu de respecter les délais d'intervention, de rétablissement et de remplacement sur lesquels il s'est engagé dans le cadre de réponse technique.

La période d'intervention s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi.

Le concessionnaire est tenu de prendre connaissance des règlements de sécurité du CROUS de Montpellier Occitanie et de les respecter.

Procédure de gestion en cas d'alerte sanitaire

Le Concessionnaire est tenu, par ailleurs, de décrire sa procédure et ses modalités de gestion en cas d'alerte sanitaire : modalités de déclenchement de l'alerte ; gestion des retraits et des rappels ; modalités de clôture de l'alerte ; ...).

En prévision de difficultés d'exécution du contrat qui pourraient naître d'une crise sanitaire, le concessionnaire est tenu de se rapprocher dans les meilleurs délais du Crous de Montpellier-Occitanie afin que soit amorcé un dialogue collaboratif permettant d'arrêter les modalités de gestion de cette crise.

Avant la tenue du dialogue collaboratif, le concessionnaire est tenu d'élaborer un plan de gestion de la crise sanitaire qu'il présentera au Crous de Montpellier-Occitanie et sur lequel portera notamment ce dialogue.

Le dialogue collaboratif doit également porter sur l'ensemble des conséquences juridiques et administratives, techniques et financières qui résultent de la situation de crise sanitaire.

Il permettra de manière non exhaustive et en conformité avec les dispositions gouvernementales qui pourraient intervenir :

- Sur le plan juridique et administratif de déterminer : les conséquences de la situation de crise sanitaire sur le périmètre des obligations contractuelles, les conditions de déclenchement des pénalités ainsi que leur teneur à l'aune des obligations nouvellement définies, les cas de suspension, totale ou partielle, de la relation contractuelle, les cas dans lesquels la poursuite de la relation contractuelle deviendrait impossible avec le concessionnaire et mènerait à une résiliation...
- Sur le plan technique : de déterminer le sort des prestations (fournitures et services) objets du présent contrat, d'aménager les délais et modalités d'exécution des prestations, d'arrêter des procédures permettant d'exécuter les prestations en respectant toutes les normes de sécurité sanitaire qu'impose une telle situation...
- Sur le plan financier, de définir précisément les conséquences financières de l'ensemble des aménagements évoqués supra rendus nécessaires par la situation de crise sanitaire, de déterminer les conséquences de cette situation et des choix effectués sur le sort de la redevance ainsi que sur le potentiel versement d'indemnités au concessionnaire...

Il est précisé que les indemnités susmentionnées n'ont pas pour objet de couvrir la perte d'exploitation causée par la situation de crise sanitaire. Elles ont pour objet exclusif de compenser le surcoût qui résulterait de modifications significatives des modalités d'exécution des prestations nouvellement arrêtées. Ce surcoût doit dès lors résulter de la mise en œuvre de moyens supplémentaires, non initialement prévus au contrat, qui représenteraient une charge manifestement excessive au regard de la situation financière du concessionnaire.

Le dialogue collaboratif doit enfin, en conformité avec les choix arrêtés et les dispositions gouvernementales qui interviendraient, porter sur la délimitation précise dans le temps de l'application de ces mesures exceptionnelles dans leurs dimensions juridico-administrative, technique et financière.

L'ensemble des modifications décidées à l'issue du dialogue collaboratif doivent être formalisées dans un ou plusieurs acte(s) modificatif(s) au présent contrat.

En prévision de l'achèvement de la crise sanitaire et dans les mêmes conditions que supra, le concessionnaire est tenu de se rapprocher du Crous afin que soit amorcé, sur la base d'un plan de reprise élaboré par lui, un dialogue collaboratif permettant d'arrêter les modalités d'un retour à la normal progressif de l'exécution du présent contrat.

Article 9 : Modalités de contrôle et suivi

Article 9.1 : Suivi et pilotage du contrat

Interlocuteur :

Le concessionnaire désigne dans le « Cadre de réponse technique » un référent chargé de l'exécution du suivi du contrat.

Les coordonnées de la personne chargée du suivi et représentant le concessionnaire sont indiquées au cadre de réponse technique. En cas de changement, le concessionnaire est tenu d'en avertir le service des Achats du Crous de Montpellier-Occitanie par courriel aux adresses suivantes :

[Liste budget@crous-montpellier.fr](mailto:budget@crous-montpellier.fr)

[Liste CICG@crous-montpellier.fr](mailto:CICG@crous-montpellier.fr)

Pilotage

Phase de démarrage :

Durant la phase de démarrage du contrat de concession, des réunions de suivi mensuelles seront organisées durant le premier trimestre.

Echéance trimestrielle :

A l'issue de chaque trimestre d'exploitation, le concessionnaire adressera au service du budget du Crous de Montpellier Occitanie un rapport présentant :

- le chiffre d'affaires HT et TTC mensuel mois par mois réalisé par distributeur et par moyen de paiement ;
- le cumul annuel (année glissante) du chiffre d'affaires réalisé par distributeur ;
- le détail des chiffres d'affaires HT et de la redevance afférente aux familles de produits (boissons chaudes, boissons gourmandes XL, boissons fraîches, confiseries/denrées salées, denrées non alimentaires), par site par distributeur automatique.

Echéance semestrielle :

Une revue d'affaires semestrielle sera organisée dans les locaux du Crous de Montpellier-Occitanie (services centraux)

Seront évoqués au cours de cette revue d'affaires :

- une communication des données d'exploitation,
- un rapport comprenant le nombre et la nature incidents et des interventions et solutions SAV,
- un rapport comprenant le nombre et la nature incidents et des solutions apportées aux défaillances des distributeurs,
- les résultats des contrôles bactériologiques
- les info ventes (palmarès par produit)

Le reporting mensuel doit retracer les DATA (CA par mode de paiement (espèces, CB et IZLY), et en volumes, par lieux / DA/ / mois / Mois par mois / sur une année mobile + cumul horizontal et vertical.

Le concessionnaire est tenu de fournir chaque semestre au service du budget et au service des Achats, un rapport comprenant le nombre et la nature des incidents, la durée d'indisponibilité de chaque appareil ainsi que les solutions apportées.

Election de domicile – correspondance

Tous les documents destinés aux concessionnaires sont adressés au domicile figurant à l'Acte d'Engagement. Toute **modification de domicile** ou autre, doit être transmise au pouvoir adjudicateur au plus tard **30 jours** calendaires avant la date de changement souhaitée, par courriel, fax ou courrier.

En cas d'urgence justifiée, la modification doit être signalée au plus tard **15 jours** calendaires avant le changement.

Article 9.2 : Contrôle exercé par le Crous de Montpellier Occitanie

Le Crous de Montpellier Occitanie se réserve le droit de procéder à des contrôles inopinés de certains distributeurs s'agissant :

- De la conformité des distributeurs et de leur implantation,
- De la conformité, de la qualité et des tarifs des produits de boissons, confiseries et denrées,
- Des recettes perçues par le système de télémetrie

- Contrôles d'hygiène bactériologiques

Le Crous de Montpellier Occitanie se réserve le droit d'exercer sur les produits ainsi que sur le matériel utilisé, tout contrôle d'hygiène et de salubrité en vue du respect le plus strict des exigences de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire.

Article 9.3 : Autocontrôle ou contrôle interne exercé par le concessionnaire

Le concessionnaire est tenu de respecter la fréquence et les modalités de l'autocontrôle ou du contrôle interne prévues dans le cadre de réponse technique.

Article 9.4 : Délai d'observations et de contestations aux ordres de service

Par dérogation à l'article 3.8.2 du C.C.A.G. F.C.S., le concessionnaire dispose d'un délai de trois jours à compter de la réception de l'ordre de service pour notifier au Crous de Montpellier Occitanie toutes observations ou contestations.

Article 10 : Prix du contrat

Article 10.1 : Redevance

Le concessionnaire est tenu de verser au Crous de Montpellier Occitanie une redevance calculée à hauteur d'un taux de reversement sur le chiffre d'affaires hors taxes réalisé par chaque distributeur automatique.

La part variable est exprimée en pourcentage.

La redevance forfaitaire fixe, représente l'engagement et l'assurance du prestataire à atteindre ses objectifs.

Le concessionnaire proposera des taux normaux de réversion sur le chiffre d'affaires sur la base de son estimation initiale.

Le taux de reversement renseigné sur l'annexe financière à l'acte d'engagement est ferme et non actualisable. Il est déterminé par le concessionnaire dans son offre.

L'appréciation de la valeur du contrat reste sous l'entière responsabilité du concessionnaire, qui assurera un audit selon sa propre expertise pour modéliser son offre.

Article 10.2 : Modalités de paiement de la redevance

Un décompte trimestriel, retraçant les DATA (CA espèces et IZLY), volumes, par lieux / DA/ mois est à adresser :

- 1 exemplaire aux services du budget et contrôle de gestion, aux adresses suivantes :
Liste_budget@crous-montpellier.fr
Liste_CICG@crous-montpellier.fr
- 1 exemplaire à l'Agent comptable du CROUS de Montpellier Occitanie par mail à l'adresse suivante :
agence.comptable@crous-Montpellier.fr

Le décompte fera apparaître le montant de la redevance à reverser au CROUS de Montpellier Occitanie, avec un sous- total site par site.

Le relevé doit faire apparaître le chiffre d'affaires réalisé pour chaque machine en € HT et TTC par mois.

A l'appui de ce relevé déclaratif, le concessionnaire transmettra également les pièces justificatives permettant de retracer le chiffre d'affaires déclaré.

Le concessionnaire mettra à disposition du CROUS de Montpellier Occitanie un accès à un système informatisé automatisé et vérifiable de calculs (logiciel de suivi de CA de type Nayax, LM Control, ...)

Il devra programmer le logiciel de manière à ce que toutes les catégories de produits soient facilement identifiables, par machine, en temps réel et pendant toute la durée de vie du contrat.

Un état trimestriel (du 1er au 30/31 de chaque mois) devra être imprimable.

Le concessionnaire transmettra, au Crous de Montpellier-Occitanie, une fiche descriptive devant comporter le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours du mois précédent, le pourcentage de reversement et le montant de la redevance hors taxes et toutes taxes comprises, global, par distributeur automatique et par site, avant le 5 de chaque mois.

Ces éléments doivent être envoyés au service budget et au service des marchés du Crous de Montpellier-Occitanie

Sur la base de cet état, le Crous de Montpellier-Occitanie établira trimestriellement une facturation sur la base de la redevance établie (conformément à l'annexe financière).

Le mode de règlement par le concessionnaire est le virement.

Les règlements seront effectués trimestriellement à terme échu au plus tard 1 mois après ce terme par virement sur le compte de l'agent comptable du CROUS de Montpellier Occitanie :

Domiciliation : Trésor Public

Concessionnaire : CROUS Agent Comptable

Code Banque : 10071

Code guichet : 34000

N° de compte : 00001003061

Clé RIB : 35

IBAN : FR76 1007 1340 0000 0010 0306 135

BIC : TRPUFRP1

Article 11 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le concessionnaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas 300 euros hors taxe.

Si les pénalités décrites ci-dessous restent sans effet quant à la qualité de l'exécution demandée ou ne donne pas lieu à paiement au bout d'un délai de deux mois, le Crous de Montpellier Occitanie se réserve le droit de résilier le contrat sans verser d'indemnités au concessionnaire.

Article 11.1 : Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G. F.C.S. et en cas de non-respect du calendrier d'installation des distributeurs comme indiqué à l'article 7.1 du présent cahier des charges, il est appliqué une pénalité de retard dont le montant est fixé à 30 euros HT par jour de retard par distributeur.

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G. F.C.S. et en cas de non-respect de la fréquence d'approvisionnement prévue au cadre de réponse technique, il est appliqué une pénalité de retard dont le montant est fixé à 25 euros par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G. F.C.S. et en cas de non-respect des fréquences de nettoyage et d'autocontrôle prévues au cadre de réponse technique, il est appliqué une pénalité de retard dont le montant est fixé à 15 euros HT par jour de retard.

Les pénalités de retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Article 11.2 : Pénalités pour retard de nettoyage

| NATURE | PÉNALITÉS |
|---|-----------------------|
| En cas de non-respect par le Concessionnaire des fréquences de nettoyage et d'autocontrôle prévues au cadre de réponse technique | 15 € / jour / machine |
| En cas de distributeur non nettoyé considéré sale dans un délai de 12 (douze) heures ouvrées à la suite d'une demande de nettoyage | 20 € / jour / machine |
| En cas de distributeur non nettoyé considéré comme anormalement sale depuis plus de 12 (douze) heures ouvrées à la suite d'une demande de nettoyage | 50 € / jour / machine |

Article 11.3 : Pénalités pour indisponibilité d'un distributeur automatique

Par dérogation à l'article 14.2.1 du C.C.A.G. F.C.S., un distributeur est indisponible lorsque, indépendamment du Crous de Montpellier Occitanie, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement defectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le concessionnaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

Par dérogation à l'article 14.2.2 du C.C.A.G. F.C.S., l'indisponibilité débute au moment de la demande d'intervention.

Par dérogation à l'article 14.2.5 du C.C.A.G. F.C.S., sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée est supérieure à 24 heures, il est appliqué une pénalité dont le montant est fixé à 50 euros par jour ouvré de retard.

Toutefois, s'il est fourni dans les 48 heures suivant la demande d'intervention, en remplacement, un distributeur disposant des mêmes caractéristiques et pouvant pallier toutes défaillances, le concessionnaire est exonéré des pénalités pour indisponibilité d'un distributeur automatique.

Article 11.4 : Pénalités pour dépassement de la date limite de conservation (DDM) des produits

Une pénalité de 50 HT euros est appliquée par constat en cas de dépassement de la date limite de conservation d'un produit fourni par le concessionnaire.

Article 11.5 : Pénalités pour carences dans l'approvisionnement des distributeurs

Une pénalité de 50 euros HT est appliquée par constat de non-approvisionnement d'un distributeur dans un délai de 24 heures ouvrés

Article 11.6 : Pénalités pour non-respect de la charte graphique

Une pénalité de 100 euros HT est appliquée par constat d'un distributeur et de vitrine non identifié CROUS

Article 11.7 : Pénalités pour retard de paiement de la redevance

En cas de retard de présentation des documents relatifs au règlement ou dans le règlement à l'autorité concédante de la redevance stipulée à l'article 4.3. et selon les modalités fixées à l'article 3.4. du présent contrat, le concessionnaire encourt une pénalité de 50 euros HT par jour calendaire de retard.

Les pénalités commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Article 12 : Vérifications, ajournement, réfaction et rejet

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction, ou de rejet est prise par le directeur du Crous de Montpellier Occitanie ou de ses représentants.

Les vérifications, l'ajournement, la réfaction et le rejet des prestations ont lieu conformément aux articles 27 à 30 du C.C.A.G-F.C.S, sauf clauses contraires.

Article 12.1 : Opérations de vérification

Les modalités de contrôles effectués par l'administration sont décrites à l'article 9 du présent C.C.P.

Article 12.2 : Ajournement

Par dérogation à l'article 30.2 du C.C.A.G F.C.S, le Crous de Montpellier Occitanie , lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, se réserve le droit d'ajourner, par tous moyens, l'admission des prestations.

Le concessionnaire dispose alors d'un délai de 7 jours pour présenter les prestations mises au point.

Le concessionnaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 3 jours à compter de la décision d'ajournement.

En cas de refus du concessionnaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le Crous de Montpellier Occitanie peut décider de rejeter les prestations dans un délai de 15 jours à compter de la notification du refus du concessionnaire ou de l'expiration du délai de 3 jours ci-dessus mentionné.

Le silence du Crous de Montpellier Occitanie concerné au-delà de ce délai de 15 jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le concessionnaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le concessionnaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du Crous de Montpellier Occitanie présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du concessionnaire, après que celui-ci en ait été informé.

Article 12.3 : Rejet

Par dérogation aux articles 30.4.3 et 30.5 du C.C.A.G. F.C.S., le concessionnaire dispose d'un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées.

Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur aux frais du concessionnaire

Article 13 : Résiliation

Article 13.1 : Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Outre les cas de résiliation mentionnés ci-dessus, le contrat peut être résilié dans les conditions fixées par le chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS.

13.1.1. Résiliation aux torts du concessionnaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du Travail, le contrat sera résilié aux torts du concessionnaire.

Outre les cas de résiliation mentionnés au chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS 2021, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat, de plein droit et aux torts du concessionnaire, sans indemnités, moyennant un préavis d'un mois envoyé par lettre recommandée avec A.R. et après avoir invité le concessionnaire à présenter ses observations dans un délai de 10 jours, dans les cas suivants :

- Infraction caractérisée aux clauses contractuelles.
- Répétition non motivée de retards d'exécution.
- Défaillance notoire du concessionnaire

En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, de défaillance notoire du concessionnaire ou d'incidents répétés, le représentant du Pouvoir Adjudicateur adressera une mise en demeure au

concessionnaire, par lettre recommandée avec avis de réception, Le concessionnaire aura 10 jours pour en retour présenter ses observations, proposer les actions préventives et correctives envisagées. Passé ce délai, l'accord cadre sera résilié sans indemnité.

La répétition non motivée des non-conformités d'exécution des prestations sera considérée comme une infraction aux clauses contractuelles.

13.1.2. Exécution par un tiers aux frais et risques du concessionnaire

Le présent C.C.A.P. prévoit que le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par le fournisseur qui lui conviendra à l'exécution des prestations prévues par le contrat, aux frais et risques du concessionnaire dans les cas suivants :

- Inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard,
- Résiliation du contrat prononcée aux torts du concessionnaire.

Pour les prestations ayant fait l'objet de rejet, refus, retard, inachèvement ou non remplacement dans les délais accordés, le pouvoir adjudicateur pourra faire réaliser les prestations concernées par le fournisseur qui lui conviendra.

En cas de différence de prix au détriment de l'administration, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du concessionnaire et automatiquement déduite de la facture mise en paiement à son profit.

Ainsi l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du concessionnaire, est à la charge du concessionnaire.

La diminution des dépenses ne lui profite pas

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du concessionnaire sont fixées par l'article 45 « Exécution de la prestation aux frais et risques du concessionnaire » du chapitre 7 « Résiliation » du C.C.A.G.-F.C.S.

13.1.3. Résiliation à la demande du concessionnaire

Dans l'hypothèse où le concessionnaire doit solliciter la résiliation du contrat, il informe le CROUS des motifs de sa demande et indique la date à laquelle la résiliation pourrait être envisagée, compte tenu d'un délai minimum de trois mois entre la date de sa demande et la cessation effective du contrat.

La résiliation du contrat n'est effective que par décision expresse du CROUS.

13.1.4. Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article 42 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin au contrat pour motif d'intérêt général. La résiliation pour motif d'intérêt général ouvre droit pour le concessionnaire au versement d'une indemnité calculée selon les dispositions de l'article précité.

Article 13.2 : redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le concessionnaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au concessionnaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du concessionnaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le concessionnaire, à aucune indemnité.

Article 14 : Continuité de service à la fin du contrat

Après la fin du présent contrat, une période transitoire d'un mois est prévue afin d'organiser la continuité de service qui se traduit par la présence de distributeurs automatiques sur site.

Durant cette période transitoire, le concessionnaire en place et le prestataire ultérieur devront assurer le remplacement des machines en place et des éventuels blindages correspondants.

Le concessionnaire en place s'engage à prolonger ses prestations, et à laisser les machines installées sur site pendant un délai d'un mois maximum dans les conditions du présent contrat, jusqu'à la date de remplacement de chacun de ces appareils fixés par le calendrier d'installation du prestataire ultérieur.

Article 15 : Juridiction applicable en cas de litige

En cas de litige, le droit français est applicable et le Tribunal Administratif de Montpellier Occitanie est seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent donc être rédigés en français.

Si le concessionnaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les contestations qui pourraient subvenir entre le CROUS de Montpellier Occitanie et le concessionnaire du contrat ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Dans le cas où les litiges éventuels n'auraient pas reçu de solution amiable préalable devant le CCRA (comité consultatif de règlement amiable des différends ou des litiges relatifs aux contrats publics) de Marseille ils seraient portés devant la juridiction administrative française compétente, à savoir le Tribunal Administratif de Montpellier Occitanie.

Article 16 : Dérogations au C.C.A.G-F.C.S

Conformément à l'article 1^{er} du C.C.A.G. F.C.S., le contrat prévoit de déroger aux stipulations du C.C.A.G./F.C.S.

Les articles 8.1 et 8.2 du présent C.C.P. dérogent à l'article 10.1.4 du C.C.A.G. F.C.S.

L'article 9.4 du présent C.C.P. déroge à l'article 3.8.2 du C.C.A.G. F.C.S.

L'article 12 du présent C.C.P. déroge aux articles 14.1, 14.1.3, 14.2.1, 14.2.2 et 14.2.5 du C.C.A.G. F.C.S.

En cas de contradiction entre le C.C.A.G. F.C.S. et le présent C.C.P., les clauses contenues dans ce dernier prévalent.